

Résumé du livre Brique par brique, mur par mur : une histoire de l'abolitionnisme pénal

Par Marie-Hélène Boucher

Un livre très intéressant qui retrace l'histoire de l'abolitionnisme pénal depuis les années 60 jusqu'à aujourd'hui en divisant le monde en fonction des points en commun entre certains pays. On y apprend aussi que le mouvement abolitionniste naît dans les pays nordiques et les Pays-Bas et a contribué à structurer véritablement le système pénal de ces pays, ce qui est vraiment inspirant. Cependant, depuis les années 80, la répression s'est intensifiée dans la plupart des pays.

L'abolitionnisme tirait son origine de la criminologie critique qui tente de remettre en question le droit pénal figé. Par exemple, la pénalisation de nombreuses drogues n'aide pas les gens qui peuvent avoir des problèmes de dépendance. Ce mouvement dénonce aussi la prison comme étant inapte à réhabiliter les individus. La prison, selon ce courant de la criminologie et selon l'abolitionnisme, représente plutôt une forme de vengeance qui n'aide pas la victime ni la personne ayant commis le crime. L'abolitionnisme milite en faveur d'une justice réparatrice plutôt que de se concentrer sur l'incarcération. Cela se manifeste par une tentative de réconciliation des parties, la mise en évidence des facteurs sociétaux sous-jacents du crime et la nécessité d'impliquer la communauté de l'accusé pour qu'il prenne conscience de ses actes et pour faciliter le processus de réconciliation.

Dans ce livre, on classe l'abolitionnisme européen en trois catégories : l'abolitionnisme syndical (pays nordiques et Royaume-Uni), l'abolitionnisme institutionnel (Allemagne de l'Ouest et Pays-Bas) et l'abolitionnisme révolutionnaire (Italie). Les pays nordiques (la Finlande, le Danemark, la Suède et la Norvège) constituent un groupe de pays qui ont mis en place davantage un modèle axé sur la réhabilitation au moyen de luttes au moyen d'associations et de syndicats intégrant des détenus et des militants. Le système pénal est remis en question par ce mouvement qui tente de mettre en lumière le fait que la prison n'est pas une solution pour faire face à certains phénomènes, comme l'alcoolisme, la toxicomanie, l'itinérance, les troubles psychiatriques, etc. L'abolitionnisme institutionnel fait référence au fait que les luttes en Allemagne de l'Ouest et dans les Pays-Bas vont impliquer surtout des universitaires. Alors que l'abolitionnisme révolutionnaire, comme en Italie, s'exprime à travers des organisations qui tentent de lutter contre la prison de l'intérieur (organisations, mutineries, destructions carcérales) et de l'extérieur (tentatives d'évasion, attaques et enlèvements de personnalités du monde politique ou pénitentiaire).

Selon les pays et les époques, des stratégies différentes furent mises en œuvre, comme la lutte syndicale, la formation de groupe rassemblant des détenus et des

militants de l'extérieur, la grève du travail ou de la faim, etc. Surtout depuis les années 80, un processus d'institutionnalisation des luttes se manifeste dans de nombreux pays, puisqu'à partir de ce temps, la lutte est davantage le fait des ONG et moins de groupes militants constitués de citoyens. Depuis cette époque, le courant abolitionniste est également davantage restreint au milieu universitaire qu'auparavant. Cependant, l'abolitionnisme est encore bien vivant dans les pays nordiques. Plus récemment, l'abolitionnisme s'interroge sur le racisme, le sexisme et le validisme du système pénal. Le validisme est abordé dans le sens que de nombreuses personnes emprisonnées auraient plutôt besoin de soins de santé mentale.

Aux États-Unis, le courant abolitionniste naît aussi dans les années 60. À partir des années 80, la proportion de gens emprisonnés est multipliée par cinq. Il est possible de parler véritablement à partir de cette époque d'incarcération de masse, mais c'est surtout au début des années 2010 que le mouvement va à nouveau être aussi actif que dans les années 60 et 70. La question des prisonniers politiques est également plus présente aux États-Unis, soit les gens emprisonnés pour avoir lutté pour la libération africaine-américaine, portoricaine, des Premières Nations ou chicano ou en raison de la participation à des mouvements sociaux, notamment pacifistes, écologistes ou de libération animale. Les militants abolitionnistes américains vont également faire la promotion du transfert des moyens alloués au système pénal (defund movement) vers d'autres secteurs, comme l'aide sociale, le logement, la santé ou l'éducation. Ils vont aussi, surtout à partir de 2010, tenter de démontrer l'importance de la disparition de la police, le bras armé de l'État, surtout en réponse aux tragédies dont elle a été responsable. Les questions du racisme et du sexisme du système pénal sont également abordées souvent aux États-Unis.